



Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération
Département du pilotage de la mobilité
78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955

Note de mobilité
SG/SRH/SDCAR/2022-220
16/03/2022

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 20

Objet : Appel à candidature : 20 postes au titre de la mobilité « au fil de l'eau »

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite au " fil de l'eau " ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne

- 1 poste de gestionnaire des aides installations

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Direction Départementale des Territoires et de la mer de la Somme

- 1 poste de Chef.fe de bureau des structures et installations

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Mayotte

- 1 poste d'IGT en charge de la coordination des états généraux de l'agriculture et de la préfiguration d'un institut technique à Mayotte

Poste vacant

Date limite de candidature : 31/03/2022

Secrétariat Général - Service des Affaires Financières, Sociales et Logistiques

- 1 poste de Responsable du pôle budgétaire et comptable

Poste vacant

Date limite de candidature : 31/03/2022

Secrétariat Général - Service des ressources humaines

- 1 poste de Chef.fe de pôle handicap

Poste susceptible d'être vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Secrétariat général – Direction des affaires juridiques

- 1 poste d'Adjoint.e sous-directeur

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

- 1 poste d'Adjoint.e chef de bureau

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises

- 1 poste de chargé.e de mission filières génétiques bovine porcine

Poste vacant

Date limite de candidature : 07/04/2022

Direction générale de l'alimentation

- 1 poste de Chargé.e de négociations internationales

Poste vacant

Date limite de candidature : 31/03/2022

Direction Départementale des Territoires de la Sarthe

- 1 poste de Gestionnaire aides investissements agricoles

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

- 1 poste de Gestionnaire aides à l'installation JA et prêts bonifiés

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

- 1 poste de Gestionnaire aides investissements agricoles

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Secrétariat Général - Mission de MOA du système d'information des ressources humaines (MISIRH)

- 1 poste d'Adjoint.e chef de mission Chef.fe de pôle projet

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Martinique

- 1 poste de chargé.e d'inspection

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Allier

- 1 poste d'Inspecteur.trice en abattoirs volailles & boucherie

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Dordogne

- 1 poste de Chef.fe d'unité en Sécurité Sanitaire des Aliments

Poste vacant

Date limite de candidature : 07/04/2022

Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités et de la protection des populations de la Corse-du-Sud

- 1 poste de chargé.e d'inspection

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne

- 1 poste de chargé.e d'inspection

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Direction départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle

- 1 poste d'Inspecteur.trice santé protection animale

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités de la Protection des Populations de la Meuse

- 1 poste de Chargé.e d'inspection certification, anx rente, transport

Poste vacant

Date limite de candidature : 15/04/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

BELLEGUIC Laurent

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne
Service Economie Agricole - 2 Bd Armand Duportal - Cité Administrative
31074 TOULOUSE CEDEX 9

GESTIONNAIRE AIDES INSTALLATION / PASTORALISME FEADER

Poste transféré au conseil régional au 1er janvier 2023

En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application du 2° de l'article L332-2 du code général de la fonction publique

Gestionnaire aides installation

| | | | |
|--|--|---|---------------------|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5D3100020 | |
| Catégorie : B | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Secrétaire administratif | | 2 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le service d'économie agricole de la DDT compte 22 agents ; il est organisé en 3 unités. Il met en œuvre les politiques agricoles nationale et communautaire et a pour missions la gestion des dossiers de demande d'aide des agriculteurs, la coordination des différents contrôles et le portage des politiques publiques nationales (préservation du foncier et l'agroécologie). | | |
| Objectifs du poste | L'agent est affecté au sein de l'unité « Projet d'exploitation et développement rural », composée de 5 agents et d'un chef d'unité. La majorité des missions de cette unité seront transférées au Conseil Régional au 1er janvier 2023 dans le cadre de la prochaine programmation de la PAC. L'objectif du poste est d'assurer les missions de gestionnaire-référent des aides à l'installation des agriculteurs et les aides au pastoralisme par le FEADER. | | |
| Description des missions | Gestionnaire référent « Dotation Jeunes agriculteurs » / "pastoralisme" <ul style="list-style-type: none"> • Information des bénéficiaires en lien avec la chambre d'agriculture, réponse au recours • Instruire les demandes d'aides et demande de mise en paiement : complétude, cohérence, éligibilité • Procéder à la saisie sous OSIRIS • Préparation des dossiers pour la commission Permanente du Conseil Régional • Rédaction des arrêtés d'attribution ou déchéances • Suivi des crédits, des paiements et rédaction de bilan annuel • Gestion des avenants, suivi à mi-parcours et contrôle au terme du plan d'entreprises • Contrôle sur place des investissements Pastoralisme • Préparation des dossiers contrôles et analyse des retours de contrôles ASP Ces missions seront transférées au conseil régional au 1er janvier 2023. | | |
| Champ relationnel du poste | Interne : agents du service (PAC, maîtrise foncière), Externe : Conseil Régional, DRAAF, Agence de service et de paiement, Chambre d'agriculture, Conseil départemental de la Haute-Garonne, organisations professionnelles agricoles, établissements bancaires, centre de gestion | | |
| Compétences | Savoirs | | Savoir-faire |

| | | |
|------------------------------|---|--|
| liées au poste | Connaissance du monde agricole et de ses enjeux. Connaissance de la réglementation et des procédures relatives aux dispositifs et à leur contrôle Connaissances budgétaires et comptables Connaissances en informatique et bureautique | Savoir s'organiser Savoir gérer les priorités Savoir analyser Savoir faire preuve de rigueur Savoir respecter les délais Savoir s'exprimer à l'oral, à l'écrit Sens des relations humaines |
| Personnes à contacter | Mme Céline GAY-MITAUULT – chef du service d'économie agricole Tél. : 05 61 10 60 30 / mail : celine.gay-mitault@haute-garonne.gouv.fr M. Marc MISPOULET – chef de l'unité Projet d'exploitation et développement rural Tél. : 05 81 97 70 92 / mail : marc.mispoulet@haute-garonne.gouv.fr | |

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Direction Départementale des Territoires et de la mer de la Somme
35, rue de la Vallée 80000 AMIENS**

N°ODISSEE : A5D8000019

Chef.fe de bureau des structures et installations

| | | |
|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5D8000019 |
| Catégorie : A1 | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP |
| Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement | | 4.1 |
| Poste V (Vacant) | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | La DDTM de la Somme est composée de 170 agents répartis sur 5 sites : à Amiens avec l'implantation du siège social, le bureau éducation routière situé rue Terral, les services territoriaux à Abbeville et Péronne ainsi que le pôle littoral à Saint-Valéry-sur-Somme. La DDTM veille au développement soutenable des territoires, tant urbains que ruraux en s'appuyant sur les politiques agricoles d'urbanisme, d'environnement, de logement, de développement durable, de risques et de transports. | |
| Objectifs du poste | Encadrer une équipe de 3 techniciens (nes) et d'une secrétaire Être le garant de la bonne mise en œuvre des procédures Être en charge de missions transversales au sein de la DDTM Être l'interlocuteur de la DDTM pour les lycées agricoles Dans le cadre de la prochaine programme des fonds européens, des modifications aux attributions du bureau pourront avoir lieu. | |
| Description des missions | Garantir la bonne mise en œuvre des procédures suivantes : - des demandes d'aides (Aides à l'installation, Aide à Relance des Exploitations Agricoles, Aide à la Réinsertion Professionnelle, Crises conjoncturelles) - des autorisations d'exploiter et des sociétés agricoles (GAEC notamment), et liens avec la SAFER (comités techniques) - des mesures relatives aux compétences de la Commission Consultative Baux Ruraux - Réaliser les missions transversales au sein de la DDTM : émettre une expertise agricole pour les avis qu'elle doit prononcer sur le foncier, les documents d'urbanisme, pour l'autorité environnementale..." - Être le relais du service pour le sujet du Canal Seine Nord Europe - Suivre les EPLEFPA | |
| Champ relationnel du poste | -En interne : direction, tous les services de la DDTM pour les missions transversales. -En externe : les exploitants agricoles, les Organisations professionnelles agricoles, le Conseil Régional des Hauts de France, la DRAAF, le Ministère de l'agriculture, l'Agence de Services et de paiement, le Conseil Départemental, la MSA, les banques, les centres de gestion | |
| Compétences | Savoirs | Savoir-faire |

| | | |
|-----------------------|---|---|
| liées au poste | Aucun diplôme vétérinaire exigé -Économiques, scientifiques et techniques en agronomie et environnement -Réglementation et procédures PAC -Enjeux économiques, sociaux et environnementaux du Monde agricole -Traitement données SIGC | -Adaptation rapide à un environnement évolutif -Gestion des priorités -Pratiquer le travail en équipe et organiser le travail partenarial -Savoir manipuler des tableurs et des bases de données -Maîtriser les logiciels dédiés -Maîtriser les techniques |
| | Personnes à contacter | Monsieur Jean-Luc Becel, Chef du service économie agricole Tél. : 03 22 97 23 30 Courriel : jean-luc.becel@somme.gouv.fr Madame Emmanuelle Clomes, directrice Courriel : emmanuelle.clomes@somme.gouv.fr |

**Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
 Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Mayotte
 Rue Mariazé – BP103 – 97600 MAMOUDZOU**

**IGT en charge de la coordination des états généraux de l'agriculture et de la préfiguration
 d'un institut technique à Mayotte**

Ingénieur.e général.e territorial.e Mayotte

| | | |
|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5O7600067 |
| Catégorie : A2 | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP |
| Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts | | 3.2 |
| Poste V (Vacant) | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | La DAAF de Mayotte met en œuvre les politiques relatives à l'agriculture, à l'alimentation, à la forêt et au développement des territoires. Elle compte 85 agents répartis sur 2 sites. Elle exerce les missions classiques d'une DRAAF mais aussi de la partie MAA d'une DD(ts)PP et d'une DDT au sein de 6 services. | |
| Objectifs du poste | Impulser le processus de stratégie de transition agro-écologique et d'autonomie alimentaire du territoire dans le prolongement des travaux du comité local de la transformation agricole en coordonnant les actions émergentes des Etats généraux de l'agriculture de Mayotte, en engageant la réflexion sur l'éventuelle création, dans ses différentes dimensions, d'un institut technique centré sur le maraichage et l'agroforesterie. | |
| Description des missions | <p>Sur le court et moyen terme en ce qui concerne les actions des Etats généraux de l'agriculture :</p> <p>Contribuer à la finalisation des actions</p> <p>Susciter et accompagner la création d'un projet alimentaire territorial</p> <p>Animer le réseau d'acteurs pour les faire avancer de manière coordonnée (groupes de travail, comité de pilotage)</p> <p>Identifier les points de blocage (réglementaire, organisationnel, financier, etc.) et proposer des solutions pour les lever</p> <p>Assurer au niveau du COSDA le « reporting » des actions menées par les partenaires qui en sont responsables</p> <p>Sur le long terme en ce qui concerne l'institut technique centré sur le maraichage et l'agroforesterie :</p> <p>Réaliser une analyse d'opportunité, de faisabilité et de condition de réussite</p> <p>Tenir compte des différentes attentes des partenaires du territoire et des dynamiques en cours</p> <p>Prospecter auprès des institutions, des organismes de recherche et des instituts techniques</p> <p>Proposer des scenarii opérationnels adaptés à la situation de Mayotte</p> | |

| | | |
|-----------------------------------|---|---|
| Champ relationnel du poste | <p>Au niveau local : Conseil départemental, collectivités, préfecture, lycée agricole, professionnels agricoles</p> <p>Au niveau national : MAA (notamment DGER et DGPE), organismes de recherche (INRAE, CIRAD, IRD...) et instituts techniques existants</p> <p>Le cas échéant, au niveau international : organismes de recherche étrangers</p> <p>Une expérience professionnelle en outre-mer constituerait un plus.</p> | |
| Compétences liées au poste | Savoirs | Savoir-faire |
| | <p>Pas de diplôme vétérinaire exigé</p> <p>Bonne connaissance des politiques agricoles</p> <p>Connaissance du fonctionnement de l'Etat déconcentré et de l'organisation socio-professionnelle agricole</p> | <p>Bonne qualité relationnelle</p> <p>Capacité de dialogue et de négociation avec l'administration centrale, les interlocuteurs locaux et les partenaires extérieurs</p> <p>Capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction</p> <p>Capacité à travailler en réseau</p> |
| Personnes à contacter | <p>M. Philippe GOUT, directeur de la DAAF de Mayotte Tel : 02 69 61 89 37 Mail : philippe.gout@agriculture.gouv.fr</p> <p>M. Bastien CHALAGIRAUD, directeur-adjoint Tel : 02 69 61 89 30 Mail : bastien.chalagiraud@agriculture.gouv.fr</p> <p>Durée du poste : 2 ans</p> <p>Poste à pourvoir à Mayotte mais avec aménagement possible</p> | |

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat Général
Service des Affaires Financières, Sociales et Logistiques
Sous-Direction de la Logistique et du Patrimoine
Bureau du patrimoine immobilier (BPI)
78 rue de Varenne
75349 PARIS SP 07

Responsable du pôle budgétaire et comptable

| | | | |
|--|---|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5SAF00201 | |
| Catégorie : B | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Secrétaire administratif | | 1 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le BPI participe à la définition et à l'application des stratégies d'optimisation de la ressource immobilière. Il est chargé de la mise en œuvre de la politique immobilière du MAA. Il assure le pilotage de la stratégie immobilière des opérateurs de l'État sous la tutelle du ministère. Il exerce à ce titre des tâches de synthèse concernant la gestion du patrimoine immobilier, met en œuvre les programmes et opérations immobilières et apporte à ceux-ci un appui juridique, technique et d'ingénierie. | | |
| Objectifs du poste | Il assure la responsabilité du pôle budgétaire et comptable du bureau, et apporte son expertise pour l'ensemble des comptables de la SDLP | | |
| Description des missions | <ul style="list-style-type: none"> • Responsable du pôle budgétaire et comptable du BPI • Assurer une cohérence de l'ensemble des opérations du pôle comptable • Assister les comptables de la SDLP sur les problématiques Chorus • Assurer les restitution Chorus auprès de la SDLP • Gestion comptable des programmes supportant les dépenses immobilières • Suivi de la consommation des crédits. • Responsable du contrôle interne • Elaboration et suivi de tableaux de bord et de documents de synthèse • Participation aux travaux d'optimisation des processus de traitement des opérations comptables • Entretien d'un réseau de correspondants comptables et budgétaires (France Domaine, BML, BSMB, BPPRS, CSCF, CBCM, Mission CHORUS, fournisseurs, bailleurs...) | | |
| Champ relationnel du poste | Services financiers en administration centrale, services déconcentrés, établissements publics, France Domaine Missions des Affaires Générales des différents services du MAAF, directions en administration centrale | | |
| Compétences | Savoirs | Savoir-faire | |

| | | |
|------------------------------|---|---|
| liées au poste | <p>Maîtriser les règles de la comptabilité publique et de l'utilisation de l'outil CHORUS</p> <p>Maîtriser les outils de bureautique (Open office, Word, Excel...)</p> <p>Aptitudes au management</p> | <p>Faire preuve de méthode et de rigueur</p> <p>Savoir travailler en équipe et en réseau</p> <p>Avoir le sens du relationnel, de la négociation</p> <p>Être capable de tenir ses positions</p> <p>Être capable de préparer des synthèses et tableau de suivi.</p> |
| Personnes à contacter | <p>Marc Rauhoff, Sous-directeur de la logistique et du patrimoine tel: 01 49 55 43 21 mail : marc.rauhoff@agriculture.gouv.fr</p> <p>Patrice Mourlot, chef du bureau du patrimoine immobilier tel : 01 49 55 41 90 mail : patrice.mourlot@agriculture.gouv.fr</p> | |

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Service des ressources humaines
Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales
Bureau de l'action sanitaire et sociale
Chef du pôle handicap – Correspondant handicap ministériel
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

En cas de recrutement contractuel : article 4.2 de la Loi 84.16

Chef.fe de pôle handicap

| | | | |
|--|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5SRH00219 | |
| Catégorie : A2 | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Attaché d'administration de l'état | | 3 | |
| Poste S (Susceptible d'être vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le bureau anime et coordonne la politique du ministère en matière d'action sanitaire et sociale. Il comprend 20 agents. Il est organisé en trois pôles : handicap, action sociale et santé, sécurité au travail. Le service de médecine de prévention (surveillance médicale des agents d'administration centrale) et le service social, incluant le pilotage du réseau des 16 assistants de service social, lui sont rattachés. | | |
| Objectifs du poste | Le responsable du pôle handicap est placé sous l'autorité de la cheffe du bureau et de ses 2 adjoints. Il est chargé de l'animation et du management de son pôle (1,5 personnes) et, en qualité de correspondant handicap ministériel, il est responsable de l'animation et du suivi de la politique handicap du ministère. | | |
| Description des missions | <ul style="list-style-type: none"> - Animer les travaux contribuant à la mise en œuvre la politique d'emploi et d'inclusion des agents en situation de handicap en répondant aux objectifs des plans triennaux « Handi-Cap » associés aux conventions financières conclues avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP). - Concevoir et piloter la mise en œuvre des plans d'actions opérationnels correspondants (mise en qualité des données, sourcing..) - Élaborer le plan triennal handicap avec la convention financière associée FIPHFP : suivi des dépenses et indicateurs annuels, production des bilans annuels d'activités et de la déclaration annuelle d'obligation d'emploi - Contribuer au dialogue social ainsi qu'aux opérations d'accompagnement, de formation et de communication - Animer le réseau des correspondants handicap régionaux - Conseiller les services dans le cadre du recrutement et de l'accueil d'agent en situation de handicap | | |
| Champ relationnel du poste | Au sein du MAA : la haute-fonctionnaire au handicap et inclusion, bureaux de gestion RH, les Rprog, les IGAPS, les ISST, les ASS, les responsables RH des structures, le réseau des correspondants régionaux handicap (SG DRAAF), le réseau des ambassadeurs du handicap. En interministériel : DGAFP, autres départements ministériels. En partenariat : FIPHFP. | | |

| | Savoirs | Savoir-faire |
|-----------------------------------|--|---|
| Compétences liées au poste | Connaissance du ministère Connaissance de la réglementation en vigueur Sens du dialogue social Intérêt pour les questions liées au handicap Sens du relationnel et des contacts Connaissances budgétaires | Esprit de synthèse Sens de l'organisation Qualité rédactionnelle Discrétion, écoute et disponibilité, Force de proposition Capacité à prendre des décisions et à rendre compte Rigueurs financière et juridique |
| Personnes à contacter | Mme Armelle FALASCHI, cheffe de bureau. Tél : 01 49 55 53 20 armelle.falaschi@agriculture.gouv.fr M. Steve BERMOND, adjoint de la cheffe du bureau. Tél : 01 49 55 60 43 steve.bermond@agriculture.gouv.fr | |

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat général – Direction des affaires juridiques
Sous-direction du droit des public général
3, rue Barbet de Jouy - 75349 Paris SP 07

En cas de recrutement contractuel : Article 4.2 de la loi 84.16

Adjoint.e sous-directeur

| | | | |
|--|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5SAJ00016 | |
| Catégorie : A3 | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Administrateur civil | | 1 | |
| Attaché d'administration de l'état | | 1 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le service des affaires juridiques exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance juridique pour le compte du cabinet du ministre, de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements publics. Il assure également le traitement du contentieux né de l'action du ministre et des services centraux. | | |
| Objectifs du poste | En lien avec la sous-directrice, l'adjoint à la sous-directrice anime l'activité des bureaux et partage avec celle-ci la responsabilité de la validation de leurs productions. En l'absence de la sous-directrice, il assure son intérim. | | |
| Description des missions | La sous-direction est composée de deux bureaux et d'une mission comprenant exclusivement des agents de catégorie A : le bureau du droit de l'administration, le bureau du droit financier, des contrats publics et de la concurrence et la mission du droit européen et international. Dans le domaine de compétence de la sous-direction : - réviser des projets de textes législatifs et réglementaires ; - réviser des notes d'analyse juridique et mémoires contentieux ; - représenter le service et le ministère notamment en réunions interservices et interministérielles et au Conseil d'Etat ; - comprendre et traduire en termes juridiques les enjeux techniques. | | |
| Champ relationnel du poste | La sous-direction est en contact permanent avec le cabinet du ministre, les autres directions du ministère, les services chargés de la coordination de l'action gouvernementale (SGG, SGAE), le Conseil d'Etat et les juridictions administratives. Selon la nature des dossiers, elle est également en contact avec les services déconcentrés, les établissements publics sous tutelle du ministère et les autres ministères intervenant dans le domaine d'activité de la sous-direction. | | |
| Compétences | Savoirs | Savoir-faire | |

| | | |
|------------------------------|--|--|
| liées au poste | Solides acquis en droit et en contentieux administratif et en droit de l'UE ; Expérience du travail interministériel Une expérience en direction des affaires juridiques serait appréciée. | Aptitude à l'encadrement et à l'animation ; à l'organisation du travail en équipe, notamment pour le traitement des urgences ; Qualités relationnelles. |
| Personnes à contacter | Madame Sylvie Marais, sous-directrice du droit public général (01 49 55 47 52) sylvie.marais@agriculture.gouv.fr | |

Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation
Secrétariat général – Direction des affaires juridiques (DAJ)
Sous-direction du droit public général
Bureau du droit public économique (BDPE)
3 rue Barbet de Jouy -75007 Paris

en cas de recrutement contractuel : Article 4.2 de la loi 84.16

Adjoint.e chef de bureau

| | | | |
|--|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5SAJ00025 | |
| Catégorie : A2 | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Agent contractuel | | NA | |
| Attaché d'administration de l'état | | 3 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le bureau du droit public économique apporte son expertise sur les projets de textes, les demandes d'avis et les contentieux relatifs aux libertés économiques, à la commande publique, aux aides d'Etat, à la propriété des personnes publiques, aux finances publiques, à la gestion des risques en agriculture, aux relations contractuelles en agriculture. | | |
| Objectifs du poste | Contribuer tant personnellement que par l'animation d'une équipe de juristes à : <ul style="list-style-type: none"> - l'amélioration de la qualité de la réglementation issue du ministère ; - la mise à disposition du ministre et des responsables des directions d'administration centrale et des services déconcentrés du ministère, des informations et analyses juridiques utiles à la prise de décision et à la prévention du contentieux ; - la défense de l'Etat devant les juridictions. | | |
| Description des missions | Participer à l'encadrement une équipe de consultants juridiques chargés, dans le domaine de compétence du bureau, de : <ul style="list-style-type: none"> - apporter un appui à la rédaction ou rédiger des projets de textes législatifs et réglementaires ; - rédiger des notes d'analyse juridique et mémoires contentieux ; - participer à la veille juridique du service. - représenter le service et le ministère notamment, en réunions interservices et interministérielles et au Conseil d'Etat. L'adjoint au chef de bureau a plus particulièrement en charge l'accueil et la formation des nouveaux arrivants. Il peut être amené(e) à traiter (elle) lui-même certains dossiers urgents, sensibles ou prioritaires et à suppléer le chef de bureau en cas d'absence de ce dernier. | | |
| Champ relationnel du poste | <ul style="list-style-type: none"> - Cabinet du ministre et directions techniques du ministère (direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises, directions générale de l'alimentation, secrétariat général), services déconcentrés ; - Ministères intervenants dans le domaine d'activité du bureau (Économie, | | |

| | | |
|-----------------------------------|---|---|
| | Budget, Écologie) - Services chargés de la coordination de l'action gouvernementale (SGG, SGAE) et Conseil d'État. | |
| Compétences liées au poste | Savoirs | Savoir-faire |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Solide formation juridique en droit public général - Connaissance du droit de l'Union européenne et en droit public économique - Expérience en contentieux administratif - Qualités rédactionnelles | <ul style="list-style-type: none"> - Aptitude à organiser et à encadrer - Capacité à traiter directement les dossiers sensibles ou prioritaires - Bonne capacité d'écoute et de compréhension des contraintes techniques et administratives - Disponibilité et réactivité |
| Personnes à contacter | <p>Madame Sylvie Marais, sous-directrice du droit public général (01 49 55 47 52) sylvie.marais@agriculture.gouv.fr</p> <p>Madame Tatiana AYRAULT, cheffe du bureau du droit publique économique – (01 49 55 60 82) tatiana.ayrault@agriculture.gouv.fr</p> | |

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Développement des filières et de l'emploi
Sous-direction Filières agroalimentaires
Bureau Lait, produits laitiers et sélection animale (BLSA)
Poste ouvert aux contractuels Fondement : article 4-2° de la loi 84-16 du 11 janvier 1984
Filières génétiques bovine et porcine - races locales et menacées

Chargé.e de mission Filières génétiques bovine porcine

| | | | |
|--|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5SDF00023 | |
| Catégorie : A2 | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Inspecteur de santé publique vétérinaire | | 3.1 | |
| Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts | | 4.1 | |
| Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement | | 4.1 | |
| Attaché d'administration de l'état | | 4 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le bureau élabore, participe à la mise en œuvre et évalue les politiques nationales et européennes (gestion de marché, aides sectorielles, contractualisation, organisations interprofessionnelles, approbation des programmes de sélection) visant à favoriser le développement et la structuration des filières laitières et de la sélection des animaux d'élevage et à améliorer leur résilience face aux crises. Dans son domaine de compétence, il assure la tutelle de FranceAgriMer. | | |
| Objectifs du poste | Etre le référent (sur le plan technico-économique et réglementaire) du MAA sur les filières de génétique bovine et porcine ainsi que de façon transversale pour l'ensemble des races locales et menacées. Finaliser sur le plan réglementaire la mise en oeuvre du règlement zootechnique de l'Union européenne qui a entraîné en France une profonde réforme de la filière génétique des ruminants et mettre en oeuvre le système de contrôle et de sanction des opérateurs de sélection agréés par le MAA. | | |
| Description des missions | Au sein du pôle génétique : - assurer une veille ainsi qu'une analyse technico-économique, réglementaire et institutionnelle des filières de génétique bovine et porcine et assurer l'instruction des demandes d'approbation des programmes de sélection et d'agrément des opérateurs de sélection pour ces espèces ; - piloter la finalisation des textes réglementaires (décret en Conseil d'Etat et arrêtés) relatifs à la mise en oeuvre du règlement zootechnique de l'Union européenne ainsi que la tutelle de FranceAgriMer pour le déploiement du système de contrôle et de sanction des opérateurs de sélection agréés par le MAA ; - en tant que référent races locales et menacées, coordonner pour la France les travaux de la FAO et du point focal européen pour les ressources | | |

| | | |
|-----------------------------------|---|---|
| | zoogénétiques (ERFP) portant sur leur conservation et leur utilisation durable et participer à l'élaboration et au suivi des politiques publiques en faveur de la valorisation des races locales et menacées. | |
| Champ relationnel du poste | Interne DGPE - MAA : bureau du cheval et institutions des courses, bureau viandes et productions animales spécialisées , direction des affaires juridiques, direction générale de l'alimentation Externe MAA : FranceAgriMer, organisations professionnelles agricoles, Instituts techniques, INRAE. | |
| Compétences liées au poste | Savoirs | Savoir-faire |
| | Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance de la réglementation européenne et nationale sur la sélection et la reproduction animale Connaissance technico économique et institutionnelle du secteur de la génétique Maîtrise de l'anglais. | Aptitude au travail en équipe Capacité d'analyse juridique, technique et économique Fortes qualités rédactionnelles Aptitude à la synthèse et à la concertation Capacité de dialogue et de collaboration avec les partenaires Rigueur et réactivité. |
| Personnes à contacter | Elodie LEMATTE, sous-directrice filières agroalimentaires Emilie CAVAILLES, chef du BLSA 01 49 55 46 11 – emilie.cavailles@agriculture.gouv.fr Michel FOURNIER Chef MAG-RH 01 49 55 50 78 - mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr | |

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction générale de l'alimentation
251, rue de Vaugirard, 75 732 PARIS CEDEX 15
Sous-direction Europe, International & Gestion Intégrée des Risques
Bureau de l'exportation pays tiers (BEPT)
Chargé(e) de négociations internationales sanitaires et phytosanitaires, suivi du BREXIT

En cas de recrutement contractuel : article 4.2 de la Loi 84.16

Chargé.e de négociations internationales

| | | |
|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5SGI00136 |
| Catégorie : A2 | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP |
| Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement | | 4.1 |
| Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts | | 4.1 |
| Inspecteur de santé publique vétérinaire | | 3.1 |
| Agent contractuel | | NA |
| Poste V (Vacant) | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | <p>Au sein de la Sous-direction Europe, International & Gestion Intégrée des Risques (SDEIGIR), le Bureau de l'exportation pays tiers (BEPT) est chargé des négociations des conditions sanitaires et phytosanitaires (SPS) permettant les exportations vers les pays tiers des produits de l'agriculture et de l'agroalimentaire français.</p> <p>Le BEPT élabore aussi les instructions aux services déconcentrés en matière de certification export et agrément export des entreprises.</p> | |
| Objectifs du poste | <ul style="list-style-type: none"> - accompagner les services déconcentrés pour les dernières étapes de préparation à la mise en œuvre de la certification généralisée en 2022 liées au nouveau statut de pays tiers de la Grande-Bretagne - représenter la DGAL lors des réunions ou groupes de travail BREXIT export nationaux, bilatéraux ou au niveau UE - contribuer à l'accompagnement des services déconcentrés et des opérateurs lors de la mise en œuvre de la certification | |
| Description des missions | <ul style="list-style-type: none"> - animation de l'équipe des certificateurs BREXIT, instructions, communications - co-pilotage des négociations SPS - en lien avec les référents nationaux : hotline, rédaction de fiches techniques, organisation de formations, intervention en cellule BREXIT FranceAgriMer - en lien avec le SER de Londres, expertiser les évolutions réglementaires, ne pas en particulier le développement d'exigences hors réglementation UE et analyser leur impact export - en lien avec les référents et l'équipe TRACES de la Commission, faciliter l'utilisation des modules export de TRACES NT pour la certification GB (modèles de certificat, signature électronique, saisie des établissements, précertification) - en lien avec le SER de Londres, organisation de réunions, facilitation des | |

| | | |
|-----------------------------------|---|--|
| | échanges d'information | |
| Champ relationnel du poste | Ambassade de France à Londres (conseillers agricoles) ; bureaux métiers DGAL, DGPE, DPMA, DG TRESOR, UE (DG Santé, DG Trade), FranceAgriMer, représentants des filières professionnelles... | |
| Compétences liées au poste | Savoirs | Savoir-faire |
| | Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissances en santé publique vétérinaire / santé végétale appréciées Maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé) Maîtrise des outils de bureautique Connaissances juridiques et administratives (administrations centrales et institutions européennes) | Aptitude au travail en collaboration avec des partenaires variés Goût pour les relations internationales et la négociation Rigueur, initiative, organisation Disponibilité (missions en France et à l'étranger) |
| Personnes à contacter | Charles MARTINS-FERREIRA - Sous-directeur Europe, International & Gestion Intégrée des Risques – charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr – Tel : 01-49-55-81-20 Pierre PRIMOT - Adjoint au Sous-directeur – pierre.primot@agriculture.gouv.fr – Tel : 01-49-55-45-26 Boris OLLIVIER – Chef du Bureau de l'exportation pays tiers – boris.ollivier@agriculture.gouv.fr – Tel 01-49-55-58-18 | |

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Direction Départementale des Territoires de la Sarthe
Service Économie Agricole
19, boulevard Paixhans
72100 LE MANS

En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée (article 4-2, article 6 quinquès...)
Poste transféré au Conseil Régional en 2023 (résidence administrative : LE MANS)

Gestionnaire aides investissements agricoles

| | | | |
|--|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5D7200003 | |
| Catégorie : B | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Technicien : spécialité techniques et économie agricoles | | 2 | |
| Agent contractuel | | NA | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le service d'Économie Agricole de la DDT de la Sarthe se compose de 2 unités dont les missions principales consistent à instruire les dossiers de demandes d'aides au titre de la PAC, à réaliser le contrôle des structures et des exploitations agricoles, à favoriser le renouvellement des générations et des projets d'investissement. Il investit également de nouvelles missions sur le développement rural et l'agroécologie. Le SEA compte 20 agents titulaires. | | |
| Objectifs du poste | Les missions seront transférées au conseil régional Pays de la Loire à compter du 1er janvier 2023. Instruire les demandes de subventions et de paiements des aides du PCAE animal. Assurer la gestion des dossiers post-engagement en PCAE animal. Assurer une veille et un suivi réglementaire du PCAE animal. | | |
| Description des missions | Instruire des dossiers de demandes en PCAE "animal" reçus en version papier et saisir dans l'outil informatique OSIRIS et la base PCAE. Accueillir, informer les exploitants et leurs organismes de service sur la complétude du dossier de la réception au paiement final et sur la réalisation des visites sur place dans le cadre du contrôle. Rendre compte aux chefs d'unité et de service ainsi qu'aux conseils régional et départemental. Instruire les prolongations et les modifications de projets et en réaliser la saisie informatique sur les outils dédiés. Instruire les demandes de paiements des aides du PCAE "animal". Réaliser le contrôle administratif des pièces. | | |
| Champ relationnel du poste | En interne : avec tous les agents du SEA, avec les assistant-e-s de tous les autres services de la DDT, avec la référente DDT du SGCD. En externe : les interlocuteurs du SEA : exploitants agricoles, organisations professionnelles, Agence de Service et de Paiement, Centres de gestion, Chambre d'Agriculture, Conseil Départemental, Conseil Régional, DRAAF, services de l'administration centrale du MAA, préfecture de département. | | |

| | Savoirs | Savoir-faire |
|-----------------------------------|---|--|
| Compétences liées au poste | <ul style="list-style-type: none"> - Appréhender les textes réglementaires des appels à projets des aides aux investissements, - Avoir des bases en agriculture et les équipements, - Maîtriser les outils informatiques nationaux (OSIRIS) et des logiciels de bureautique. | <ul style="list-style-type: none"> - Qualités relationnelles - Sens de l'organisation et du service public - Rigueur dans la gestion des procédures administratives. - Capacité à travailler en équipe. - Disponibilité - Discrétion - Rapidité et efficacité d'exécution |
| Personnes à contacter | <p>Sophie BLAINVILLE WELLBURN – cheffe du service d'économie agricole Tel : 02 72 16 41 30 mail : sophie.blainville@sarthe.gouv.fr</p> <p>Gaël GUÉDÈS - Chef d'unité projet et modernisation des exploitations Tel : 02 72 16 41 35 mail : gael.guedes@sarthe.gouv.fr</p> <p>Laurent CUREAU - Adjoint au chef d'unité projet et modernisation des exploitations Tel : 02 72 16 41 44 Mail : laurent.cureau@sarthe.gouv.fr</p> | |

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction Départementale des Territoires de La Sarthe
Service Économie Agricole**

19, Boulevard Paixhans 72042 Le Mans Cedex 9

En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée (article 4-2, article 6 quinquies...)

Poste transféré au Conseil Régional en 2023 (résidence administrative : LE MANS)

Gestionnaire aides à l'instal JA et prêts bonif

| | | |
|--|---|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5D7200014 |
| Catégorie : B | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP |
| Technicien : spécialité techniques et économie agricoles | | 2 |
| Agent contractuel | | NA |
| Poste V (Vacant) | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le service d'Économie Agricole de la DDT de la Sarthe se compose de 2 unités dont les missions principales consistent à instruire les dossiers de demandes d'aides au titre de la PAC, à réaliser le contrôle des structures et des exploitations agricoles, à favoriser le renouvellement des générations et des projets d'investissement. Il investit également de nouvelles missions sur le développement rural et l'agroécologie. Le SEA compte 20 agents titulaires. | |
| Objectifs du poste | Les missions seront transférées au conseil régional Pays de la Loire au 01/01/23. Favoriser l'installation de jeunes agriculteurs (JA) en instruisant les demandes de subvention, de modification de projets, de paiements des aides à l'installation de JA et les retours de contrôles associés. Gérer des aides au dispositif national d'accompagnement des CUMA pour soutenir les investissements en commun. Examiner des demandes d'aides à la reconversion professionnelle des exploitants agricoles. | |
| Description des missions | <p>Instruction des demandes de subvention, de modification et de paiement des aides à l'installation</p> <p>Information et communication aux exploitants et leurs organismes de service</p> <p>Instruction papier des demandes et saisie informatique OSIRIS</p> <p>Instruction des retours de contrôle</p> <p>Analyse de l'anomalie relevée par l'organisme de contrôle, communication à l'exploitant et rédaction d'une réponse à l'organisme, gestion des conséquences du contrôle</p> <p>Instruire des demandes de subvention et de paiement des aides à la reconversion</p> <p>Information et communication aux exploitants</p> <p>Instruction papier des demandes et saisie informatique OSIRIS</p> <p>Instruire des demandes de subvention et de paiement des aides aux CUMA</p> <p>Information et communication à la fédération départementale des CUMA</p> | |

| | | |
|-----------------------------------|--|--|
| | Instruction papier des demandes et saisie informatique OSIRIS | |
| Champ relationnel du poste | En interne : avec tous les agents du SEA, avec les assistant-e-s de tous les autres services de la DDT, avec la référente DDT du SGCD. En externe : les interlocuteurs du SEA : exploitants agricoles, organisations professionnelles, Agence de Service et de Paiement, centres de gestion, Chambre d'Agriculture, Conseil Départemental, Conseil Régional, DRAAF, services de l'administration centrale du MAA, préfecture du département. | |
| Compétences liées au poste | Savoirs | Savoir-faire |
| | - Appréhender les textes réglementaires des instructions techniques de l'installation des JA - Avoir des bases en agriculture - Maitriser les outils informatiques nationaux (OSIRIS) et des logiciels de bureautique | - Qualités relationnelles - Sens de l'organisation et du service public - Rigueur dans la gestion des procédures administratives. - Capacité à travailler en équipe. - Disponibilité - Discrétion - Rapidité et efficacité d'exécution |
| Personnes à contacter | Sophie BLAINVILLE WELLBURN – cheffe du service d'économie agricole Tel : 02 72 16 41 30 mail : sophie.blainville@sarthe.gouv.fr Gaël GUÉDÈS - Chef d'unité aides à l'installation et aux investissements, contrôle des structures et GAEC Tel : 02.72.16.41.35 mail : gael.guedes@sarthe.gouv.fr Laurence CUREAU - Adjoint au chef d'unité en charge des aides aux investissements Tél : 02.72.16.41.44 mail : laurent.cureau@sarthe.gouv.fr | |

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Direction Départementale des Territoires de la Sarthe
Service Économie Agricole
19, boulevard Paixhans
72042 Le Mans cedex

En cas d'absence de candidature de titulaires, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée (article 4-2, article 6 quinquès...)
Poste transféré au Conseil Régional en 2023 (résidence administrative : LE MANS)

Gestionnaire aides investissements agricoles

| | | |
|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5D7200019 |
| Catégorie : B | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP |
| Secrétaire administratif | | 3 |
| Agent contractuel | | NA |
| Poste V (Vacant) | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le Service d'Économie Agricole de la DDT de la Sarthe se compose de 2 unités dont les missions principales consistent à instruire les dossiers de demandes d'aides au titre de la PAC, à réaliser le contrôle des structures et des exploitations agricoles, à favoriser le renouvellement des générations et des projets d'investissement. Il investit également de nouvelles missions sur le développement rural et l'agroécologie. Le SEA compte 20 agents titulaires. | |
| Objectifs du poste | Les missions seront transférées au conseil régional des Pays de la Loire à compter du 01/01/23. Instruire les demandes de subvention et de paiements des aides du PCAE végétal et de la transformation à la ferme. Assurer la gestion des dossiers post-engagement en PCAE végétal. Suivre l'évolution de la réglementation. | |
| Description des missions | Instruire des dossiers de demandes en PCAE végétal et transformation à la ferme reçus en version papier et saisir dans l'outil informatique OSIRIS et la base PCAE. Accueillir, informer les exploitants et leurs organismes de service sur la complétude du dossier de la réception au paiement final et sur la réalisation des visites sur place dans le cadre du contrôle. Rendre compte aux chefs d'unité et de service ainsi qu'aux conseils régional et département. Instruire les prolongations et les modifications de projets et en réaliser la saisie informatique sur les outils dédiés. Instruire les demandes de paiements des aides du PCAE végétal et transformation à la ferme. Réaliser le contrôle administratif des pièces. | |
| Champ relationnel du poste | En interne : avec tous les agents du SEA, avec les assistant-e-s de tous les autres services de la DDT, avec la référente DDT du SGCD. En externe : les interlocuteurs du SEA : exploitants agricoles, organisations professionnelles, Agence de Service et de Paiement, centres de gestion, Chambre d'Agriculture, Conseil Départemental, Conseil Régional, DRAAF, | |

| | | |
|-----------------------------------|---|--|
| | services de l'administration centrale du MAA, préfecture de département. | |
| Compétences liées au poste | Savoirs | Savoir-faire |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Appréhender les textes réglementaires des appels à projets des aides aux investissements - Avoir des bases en agriculture et les équipements - Maîtriser les outils informatiques nationaux (OSIRIS) et des logiciels de bureautique | <ul style="list-style-type: none"> - Qualités relationnelles - Sens de l'organisation et du service public - Rigueur dans la gestion des procédures administratives. - Capacité à travailler en équipe. - Disponibilité - Discrétion - Rapidité et efficacité d'exécution |
| Personnes à contacter | <p>Sophie BLAINVILLE WELLBURN – cheffe du service d'économie agricole Tel : 02 72 16 41 30 mail : sophie.blainville@sarthe.gouv.fr</p> <p>Gaël GUÉDÈS - Chef d'unité projet et modernisation des exploitations Tel : 02.72.16.41.35 mail : gael.guedes@sarthe.gouv.fr</p> <p>Laurent CUREAU - Adjoint au chef d'unité projet et modernisation des exploitations Tél : 02.72.16.41.44 mail : laurent.cureau@sarthe.gouv.fr</p> | |

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général /Service des Ressources Humaines
Mission de MOA du système d'information des ressources humaines (MISIRH)
78, rue de Varenne 75349 Paris 07 SP

En cas de recrutement contractuel : article 4.2 de la Loi 84.16

Adjoint.e chef de mission Chef.fe de pôle projet

| | | | |
|--|---|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A5SRH00018 | |
| Catégorie : A2 | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Attaché d'administration de l'état | | 3 | |
| Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement | | 3 | |
| Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts | | 4.1 | |
| Agent contractuel | | NA | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Au sein du service des ressources humaines (SRH), la MISIRH est rattachée au chef de service. Elle est composée de deux pôles : accompagnement du changement et projet. Dans ce cadre, elle assure le pilotage des projets SI du SRH (notamment le SIRH interministériel RenoirRH - sur base HRAcces – depuis Juillet 2019) en tant que maîtrise d'ouvrage et la cohérence des SI en lien avec la gestion des ressources humaines et le suivi des agents. | | |
| Objectifs du poste | Sous l'autorité du chef de mission, l'adjoint et chef du pôle projets appuiera ce dernier dans le pilotage transversal de la structure et aura en charge le pilotage et l'organisation de l'activité du pôle. | | |
| Description des missions | <ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à l'encadrement transversal de la MISIRH en favorisant l'intégration des équipes projets et assistance - Représenter la MISIRH sur les domaines d'intervention liées au déploiement des projets SIRH, notamment liés à la dématérialisation des procédures RH auprès des partenaires du SRH et en interne au SRH - Assurer l'intérim du chef de la MISIRH - Etre force de proposition stratégique dans la conception et la mise en œuvre de la feuille de route de la MISIRH en matière de modernisation de la fonction RH - Piloter et gérer opérationnellement le pôle projets : -Coordonner la maintenance évolutive et corrective des SI en production -Veiller à la qualité de l'appui apporté aux services métiers en matière d'expression de leurs besoins SI -Animer le réseau des correspondants métier RH de la MISIRH au sein des services d'administration centrale et des services déconcentrés du MAA | | |

| | | |
|-----------------------------------|---|--|
| Champ relationnel du poste | <ul style="list-style-type: none"> - en interne : équipe du pôle projets - relations avec l'ensemble des gestionnaires RH et paye des services centraux et déconcentrés. - Prestataires externes (éditeurs, consultants SI) - Service du numérique - Equipes interministérielles du CISIRH | |
| Compétences liées au poste | Savoirs | Savoir-faire |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Techniques informatiques et base de données - Gestion de projet - Connaissance de la gestion du personnel sous l'angle statutaire, réglementaire et paye - Connaissance de SIRH (RenoiRH serait un plus) | <ul style="list-style-type: none"> -Capacité d'animation, d'innovation -Sens de la communication, du dialogue et de développement des partenariats -Sens de l'écoute -Aptitude à gérer les situations urgentes, prise de décision et à l'anticipation -Rigueur dans le pilotage des projets |
| Personnes à contacter | Mme Bénédicte Renaud-Boulesteix, cheffe de mission AMOA SIRH Tel: 01.49.55.86.30 – benedicte.renaud-boulesteix@agriculture.gouv.fr | |

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Martinique
Jardin Desclieux – 97262 Fort-de-France
Service de l'Alimentation

Pôle de contrôles aux frontières

En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée (articles 4 et 6)

Chargé.e d'inspection

| | | | |
|--|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A6O7200008 | |
| Catégorie : B | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Technicien : spécialité forêts et territoires ruraux | | 2 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le Pôle Contrôles aux Frontières (PCF) est un des 4 pôles du Service de l'Alimentation de la DAAF Martinique (SALIM). Il est constitué de 5 agents. Le PIF assure des missions d'inspection à l'importation (vétérinaire et phytosanitaire) ainsi que la certification à l'exportation. Le pôle est basé sur 2 sites : Port de Fort-de-France et Aéroport du Lamentin. Délocalisation possible des contrôles. | | |
| Objectifs du poste | Réaliser les inspections vétérinaires et phytosanitaires sur les marchandises exportées. Éditer les certificats à l'exportation PV59 et PV60. Réaliser les inspections / les contrôles sanitaires et phytosanitaires sur les marchandises importées Renseigner les opérateurs et les usagers sur les procédures de contrôle. | | |
| Description des missions | Les missions d'inspection concernent principalement les domaines phytosanitaires et vétérinaires à l'exportation et la certification de marchandises à destination de l'UE et des Pays Tiers. Elle sont décrites dans le référentiel métier national et nécessitent des compétences techniques. Les inspections des marchandises devant être réalisées dans le respect du guide d'inspection. Éditer les certificats à l'exportation après contrôle (PV59 et PV60) Contrôle à l'importation de marchandises en provenance de l'UE et des Pays Tiers. Utilisation du logiciel TRACES NT / EXPADON. Récupération des données et mise en place des tableaux statistiques. Effectuer des prélèvements. Tenue des registres Renseigner les opérateurs, les usagers du Pôle Se mettre à jour des nouveautés réglementaires | | |
| Champ relationnel du poste | <ul style="list-style-type: none"> - l'équipe des inspecteurs du PIF et les autres agents du SALIM, - les autres services de la DAAF, le SIVEP et la DGAL - les partenaires de la DAAF (FREDON, LSV, LTA, laboratoires nationaux, ...) - les autres services de l'Etat : Douanes, DEETS, DEAL, ... - les gestionnaires du port, de l'aéroport, ainsi que les opérateurs économiques | | |

| | Savoirs | Savoir-faire |
|-----------------------------------|---|---|
| Compétences liées au poste | Connaissances de la Réglementation Import - export Connaissances en botanique et organismes nuisibles Connaissances des applications informatiques spécifiques Expérience en poste frontalier souhaitée | Capacité à réaliser des inspections. Capacités d'autonomie et d'initiative Qualités relationnelles permettant de s'adapter au contexte de l'inspection. Adaptabilité - Assiduité - Rigueur - |
| Personnes à contacter | 1/ Mme Chantal CORAN, Cheffe du pôle Contrôles aux Frontières chantal.coran@agriculture.gouv.fr Tel 06 96 22 49 81 2/ M. Benjamin Espérance, Chef du Service de l'Alimentation Mél : benjamin.esperance@agriculture.gouv.fr Tel : 06 96 26 51 91 Nous vous invitons à consulter les conditions spécifiques à l'outremer sur le livret OUTREMER consultable sur l'intranet MAA/RH/Appui aux personnes et aux structures/Liens utiles | |

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des
Populations de l'Allier
Abattoir de St Germain des fossés - ZI le Cocquet - 03260 ST GERMAIN DES FOSSES

En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée (articles 4.2, 4.3 et 6 quinquies).

Inspecteur.trice en abattoirs volailles & boucherie

| | | | |
|--|---|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A6D0300071 | |
| Catégorie : B | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire | | 2.1 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | L'abattoir de volailles de St Germain appartient au groupe Arrive Auvergne et assure l'abattage de 300 000 volailles/sem. Le SVI composé de 2 AO (1,8 ETP) assure l'inspection quotidienne de l'abattoir et le respect de la protection animale. L'AO renforcera cette équipe et celle de l'abattoir de boucherie multi-espèces de Bourbon l'Archambault composée de 2 AO (1,8 ETP) et 2 VO contractuels. | | |
| Objectifs du poste | Réalisation de l'inspection ante et post mortem – contrôle du respect de la protection animale | | |
| Description des missions | Interventions régulières sur deux sites d'abattage différents : Inspection ante et post mortem, suivi du fonctionnement de l'abattoir de volailles et du respect de la protection animale . ces missions sont demandées en abattoir de boucherie. Réalisation d'inspections thématiques et annuelles programmées (fonctionnement, protection animale, évaluation du retrait - opérateurs) - suivi des non conformités - PSPC - saisie informatique des suites de l'inspection | | |
| Champ relationnel du poste | Chef de service SQSA et adjoint coordinateur abattoir boucherie - agents SQSA Relation avec les professionnels | | |
| Compétences liées au poste | Savoirs | Savoir-faire | |
| | Connaissance du monde de l'abattoir (réglementation, modalités de contrôles) et de l'environnement juridique | Savoir travailler en équipe Savoir rendre compte Savoir rédiger (procédures, rapports) Savoir établir un bon relationnel avec | |

| | | |
|----------------------------------|---|---------------------------------------|
| | | l'équipe, l'abatteur et la hiérarchie |
| Personnes à contacter | Véronique CARRE, Directrice - veronique.carre@allier.gouv.fr Laurent CLAUDET, Directeur adjoint - laurent.claudet@allier.gouv.fr | |

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et
de la protection des populations de la Dordogne
Cité administrative - CS 63000 - 24024 PÉRIGUEUX CEDEX
Service « sécurité sanitaire des aliments » (SSA)

En l'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée (article 4.2)

Chef.fe d'unité en Sécurité Sanitaire des Aliments

| | | | |
|--|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A6D2400092 | |
| Catégorie : A1 | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement | | 4 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | <p>La DDETSP de la Dordogne compte environ 120 agents répartis dans 6 services.</p> <p>Le service Sécurité Sanitaire des aliments répartie en 3 unités (abattoirs de boucherie, abattoirs de volailles et hors abattoirs) compte une 40 aine d'agents</p> <p>Le département compte 4 abattoirs de boucherie, 5 abattoirs de volailles de plus de 1500T, et plusieurs centaines de structures d'abattage de volailles de moins de 300t (abattoir, SAAF de PG et EANA)</p> | | |
| Objectifs du poste | Pilotage de la cellule SSA hors abattoir , certification DAOA, référent application métiers, alerte et TIAC | | |
| Description des missions | <p>En résidence administrative à Périgueux, au sein de l'équipe de 8 inspecteurs polyvalents l'agent sera chargé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - coordination des contrôles dans l'unité concernée, suivi des opérations ponctuelles OAV /OFFA - instruire les demandes de certificats sanitaires d'exportation pour les DAOA en collaboration avec un autre agent - mettre en place et assurer le suivi de la programmation des inspections en SSA dans les domaines hors abattoirs (pilotage des indicateurs....) - veille réglementaire et revue des OS relevant de la compétence de l'unité dans les domaines concernés - gérer la boîte institutionnelle « Alerte/TIAC » - référent et gestionnaire des droits des applications Métiers, - appui à la réalisation de prélèvements éventuels - suppléance en l'absence de la CS et de son adjointe | | |
| Champ relationnel du poste | chef de service et son adjointe, collègue, professionnels divers | | |
| Compétences | Savoirs | Savoir-faire | |

| | | |
|------------------------------|--|--|
| liées au poste | <p>Aucun diplôme vétérinaire exigé</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de la réglementation du domaine concerné et de l'environnement professionnel - Maîtrise des techniques d'inspection - Maîtrise des outils informatiques « métiers » (SIGAL, RESYTAL) | <ul style="list-style-type: none"> - Capacités rédactionnelles et de communication orale - Capacités d'analyse et de synthèse - Rigueur dans l'exécution des tâches initiative, anticipation, organisation, |
| Personnes à contacter | <ul style="list-style-type: none"> - Dr Frédérique BONGRAIN , Chef du service SSA - frederique.bongrain@dordogne.gouv.fr - Dr Maude MARCOCCIO , adjointe à la Chef de service SSA - maude.marcoccio@dordogne.gouv.fr <p>Tel : 05 53 03 65 43</p> <ul style="list-style-type: none"> - M Loïc CHEOUX-DAMAS, référent de proximité du SGC auprès de la DDETSPP24 <p>Tél : 05 53 03 65 10 / courriel : sgc-rh@dordogne.gouv.fr</p> | |

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités
et de la protection des populations de la Corse-du-Sud
Service vétérinaire et phytosanitaire
18 rue Colonel Colonna d'Ornano – 20000 AJACCIO
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en
application de la loi 84-16 modifiée (articles 6 ou 4)

Chargé.e d'inspection

| | | | |
|--|--|--|---------------------|
| N° de publication : | | Référence du poste : A6D2A00018 | |
| Catégorie : B | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire | | 2.1 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | La DDETSPP de la Corse-du-Sud compte 70 agents repartis en 2 pôles (Solidarités et protection des populations). Le pôle protection des populations comprend 2 services, dont le service vétérinaire et phytosanitaire (SVP) et le service concurrence, consommation et répression des fraudes (CCRF). Le SVP compte 24 agents répartis entre le siège basé à Ajaccio et les 5 abattoirs du département (dont 2 saisonniers). | | |
| Objectifs du poste | Les abattoirs constituent un point de maîtrise sanitaire pour la filière viande dont le développement repose notamment sur la fabrication de charcuteries sèches de qualité. Abattoir multi-espèces de CUTTOLI (2.500t/an) : - Inspection ante-mortem - Inspection post-mortem | | |
| Description des missions | Inspecter des animaux vivants, des produits et sous-produits en réalisant une inspection ante mortem (contrôle des conditions de transport des animaux, de leur débarquement et de leur acheminement, de leur hébergement, contrôle de leur bien-être jusqu'au moment de leur mise à mort et pendant celle-ci et post mortem (contrôle individuel des carcasses des animaux abattus selon un référentiel technique - examen visuel, palpations et incisions des organes ou ganglions – pour repérer les carcasses et les abats présentant des non conformités susceptibles de les rendre impropres à la consommation humaine et assister le vétérinaire officiel dans l'examen des viandes consignées. - Prendre connaissance de la réglementation et des notes de service. - Communiquer avec les opérateurs (abatteur, éleveurs...) en se positionnant comme un représentant de l'État - Participation aux inspections en appui à l'unité santé et protection animale | | |
| Champ relationnel du poste | Autres services de l'État (DDETSPP2B, gendarmerie, DDT, DRAAF, etc.), chambres consulaires, organisations professionnelles, éleveurs et/ou détenteur d'animaux de rente. | | |
| Compétences | Savoirs | | Savoir-faire |

| | | |
|------------------------------|---|---|
| liées au poste | Formation dans le domaine ou expérience professionnelle Connaissance de RESYTAL Réglementation en sécurité sanitaire des aliments Connaissances en droit administratif et pénal | Travail en équipe Communication en situation de contrôle Réactivité et disponibilité Rendre compte |
| Personnes à contacter | <p>Mme BRETON Charlotte, directrice départementale adjointe DDETSPP2A Tel : 04 95 50 55 51 / Mail : charlotte.breton@corse-du-sud.gouv.fr</p> <p>M. ALESSANDRI Jean, chef du service vétérinaire et phytosanitaire DDETSPP2A Tel : 04 95 50 51 53 Mail : jean.alessandri@corse-du-sud.gouv.fr</p> <p>M. CASANOVA Pascal, référent SGC DDETSPP 2A Tél : 04 95 50 39 57 Mail : pascal.casanova@corse-du-sud.gouv.fr</p> | |

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne
Cité administrative, 60 rue Mac Donald, 53000 LAVAL
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat à des non fonctionnaires (en application de la loi 84-16 modifiée article 4-2, article 6 quinquies)

Chargé.e d'inspection

| | | | |
|--|--|---|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A6D5300062 | |
| Catégorie : B | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire | | 2 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | Le service qualité et sécurité de l'alimentation est composé de 50 agents dont 10 au siège et une quarantaine répartis sur 8 antennes au sein du pôle protection des populations de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne, composée de 126 agents. Le poste proposé se situe à la cité administrative 60 rue Mac Donald à LAVAL | | |
| Objectifs du poste | inspection itinérante en sécurité sanitaire des aliments | | |
| Description des missions | Au sein d'une équipe de trois personnes, vous serez en charge d'un secteur géographique (e) comprenant des ateliers diversifiés, aussi bien en restauration collective, en remise directe qu'en ateliers agréés filière viande, (pool de plus de 1000 établissements), vous vous occuperez également de la gestion des TIAC et alertes de votre secteur d'activités. | | |
| Champ relationnel du poste | Collègues et cadres du service Responsables de collectivité, maires. Opérateurs et responsables de production et qualité des ateliers Laboratoires d'analyses | | |
| Compétences liées au poste | Savoirs | Savoir-faire | |
| | Maîtrise ou connaissance des systèmes d'information métier Réglementation spécifique Procédures juridiques générales Techniques d'analyse des dangers et d'évaluation des risques Techniques de contrôles Techniques de communication | Bonne qualité relationnelle, sens du travail en équipe, bonne communication Autonomie et rigueur Dynamisme et prise d'initiatives Pratique des méthodes d'inspection appréciée | |

| | |
|----------------------------------|---|
| Personnes à contacter | <p>Isabelle SCIMIA Chef du service vétérinaire Qualité et sécurité alimentaire – DDETSPP 53 Tél : 02-43-49-55-71/ courriel : isabelle.scimia@mayenne.gouv.fr</p> <p>Virginie SOULAN Adjointe au chef de service QSA de la DDETSPP Tél : 02-43-49-55-53 / courriel : virginie.soulan@mayenne.gouv.fr copie : sgc-rh-maa-mss@mayenne.gouv.fr</p> <p>copie : ddetspp-direction@mayenne.gouv.fr</p> |
|----------------------------------|---|

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction départementale de la protection des populations de Meurthe et Moselle
Cité administrative - 45 rue Sainte Catherine - CS 84303 - 54043 NANCY CEDEX
Service Santé et Protection animales - Environnement

Poste ouvert aux contractuels sur le fondement de l'article 6 quinquies de la loi n°84-16

Inspecteur.trice santé protection animale

| | | | |
|--|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A6D540006 | |
| Catégorie : B | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire | | 2 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | La DDPP 54 comprend 37 agents dont 8 du MAA au sein du service santé et protection animales - environnement. La Meurthe-et-Moselle est un dpt de polyculture-élevage plutôt spécialisé dans l'élevage bovin. 2600 exploitations dont 60% en productions animales et 200.000 bovins. Le département n'a pas d'abattoir d'animaux de boucherie. | | |
| Objectifs du poste | Suivi de la filière sous-produits animaux (règlement 1069/2009) Suivi du volet ICPE des établissements de cette filière | | |
| Description des missions | Inspection des établissements soumis aux dispositions du règlement 1069/2009 Instruction des dossiers de demande d'autorisation de ces établissements Instruction des dossiers ICPE de ces établissements Inspections ICPE Représentation de la DDPP au CODERST et aux réunions MISEN Avis sur demandes de permis de construire et autorisations de forages | | |
| Champ relationnel du poste | Services de la préfecture, DDT, OFB, ARS, échelons régionaux (DRAAF et DREAL) et nationaux (DGAL et DGPR). Exploitants, bureaux d'études, Chambre d'agriculture, collectivités territoriales | | |
| Compétences liées au poste | Savoirs | Savoir-faire | |
| | Connaissances techniques et réglementaires dans le domaine d'intervention, Contexte institutionnel, Droit administratif et pénal, Principes de l'assurance qualité | Capacités relationnelles, Aptitude à rendre compte, Anticipation et gestion des priorités Autonomie, organisation et initiative | |

| | |
|----------------------------------|--|
| Personnes à contacter | Madame Florence FERRAND - directrice départementale Monsieur Belkacem ROUINA - directeur départemental adjoint Madame Virginie CAROLUS - cheffe du service SPAE Tel: 03 57 29 16 20 // courriel : ddpp-directeur@meurthe-et-moselle.gouv.fr |
|----------------------------------|--|

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités de la Protection des
Populations de la Meuse
Service santé, protection animales et environnement
11 rue Jeanne d'Arc – CS 50612 – 55 000 Bar-le-Duc

Ouvert aux contractuels conformément à l'article 4-2 de la loi 84-16 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat

Chargé.e d'inspection certification, anx rente, transport

| | | | |
|--|--|--|--|
| N° de publication : | | Référence du poste : A6D5500001 | |
| Catégorie : B | | | |
| Corps | | Groupe RIFSEEP | |
| Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire | | 2 | |
| Poste V (Vacant) | | | |
| Présentation de l'environnement professionnel | La DDETSPP de la Meuse compte une soixantaine d'agents répartis en trois périmètres. Le périmètre protection des populations (PP) réunit l'ensemble des agents originaires des ex-DDSV et ex-DDCCRF, au sein des services santé, protection animales et environnement et sécurité sanitaire de l'alimentation – concurrence, consommation et répression des fraudes. Le service SPAE est composé de 11 agents: 1 chef de service, 1 adjoint au chef de service, 1 responsable cellule ICPE, 7 techniques, 1 adm | | |
| Objectifs du poste | Certification pays de l'UE et pays tiers. Inspection en santé et protection animales. | | |
| Description des missions | Certification vétérinaire : instruction des demandes de certificats sanitaires pour l'export et les échanges des animaux vivants ; suivi des quarantaines ; suppléance ponctuelle pour la certification à l'export de denrées alimentaires d'origine animale pour le compte du service de sécurité sanitaire des aliments (absences ou congés). Inspection en santé et protection animales : instruction des demandes de certificats de compétences et des autorisations pour le transport d'animaux vivants ; inspection des véhicules au titre de la protection animale ; suivi des centres de rassemblement d'animaux ; Réalisation des prélèvements du secteur de la santé animale dans le cadre du plan de surveillance et du plan de contrôle de la DDETSPP de la Meuse ; Agrément et contrôle des centres de reproduction animale (bovins, équins) ; Suivi de la prophylaxie de la filière porcine. | | |
| Champ relationnel du poste | Chefs de services, collègues basés au siège de la DDETSPP, éleveurs, opérateurs vétérinaires sanitaires, | | |
| Compétences | Savoirs | Savoir-faire | |

| | | |
|------------------------------|---|---|
| liées au poste | <p>Connaissance de l'environnement professionnel. Appropriation des réglementations spécifiques.</p> <p>Connaissances juridiques générales. Maîtrise des outils informatiques. Méthodologie du contrôle et inspection Référentiels inspection produits et établissements</p> | <p>Aptitude à travailler en équipe ; Rigueur et méthode ; Capacité d'adaptation Bon niveau de rédaction</p> |
| Personnes à contacter | <p>M. Daniel GROSJEAN, chef du service santé, protection animales et environnement par intérim Tél. : 03 29 77 42 25 – Courriel : daniel.grosjean@meuse.gouv.fr</p> <p>Mme Corinne BIBAUT , Directrice départementale ou Dr Thanya LAHLOU, Directrice adjointe Tél. : 03 29 77 42 00 – Courriel : ddetspp-directeur@meuse.gouv.fr</p> | |